



**Pour l'avenir du raffinage en France
et de Petit Couronne.**

On ne lâche rien...



Le 16 avril, le tribunal de Commerce de Rouen

(Sachant que pour la CGT, cette structure ne peut pas être légitime sur une décision industrielle). a rendu son jugement en annonçant la liquidation de la raffinerie de Petit Couronne.

La CGT va continuer son combat pour imposer au gouvernement des moyens, une véritable politique industrielle dans notre pays.

Oui nous avons besoin de maintenir l'activité du raffinage en France, comme le disait François Hollande, il y a 1 an.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités.

Il doit réquisitionner la raffinerie de Petit Couronne. **C'est la priorité...**

(L'Algérie vient bien de nationaliser un site d'ArcelorMital sur son territoire).

Il doit, ensuite, trouver rapidement une solution pour permettre la poursuite de l'activité de la raffinerie, comme cela a été fait chez MReal.



Le 17 avril À 10h45,

l'Union Départementale CGT était reçue en Préfecture avec l'intersyndicale de la raffinerie.

À **11h30** un rassemblement était prévu devant la Préfecture de Rouen, concernant le débat au Sénat sur la loi de « sécurisation de l'emploi »



Une centaine de présents venant des syndicats ou structures : SNVE, Union locale d'Elbeuf, Hôpital d'Elbeuf, Didier G Vallourec, CGT nettoyage, Bouygues ES, Exxon Mobil, Cheminots, CGT Educ'action, pôle emploi, indecosa CGT, CGT Université/recherche, Carsat, TCAR, Caisse d'Epargne Normandie, Thales airsystms, Grand Port maritime de Rouen, Union locale de Couronne, Leclerc Yvetot

À **14h00** une réunion CGT (Syndicat de la raffinerie, UD et FD Chimie) pour regarder ensemble nos possibilités d'actions à venir.

Le 19 avril À **12h45**, **AG devant la raffinerie**, nous appelons les syndicats à y participer.

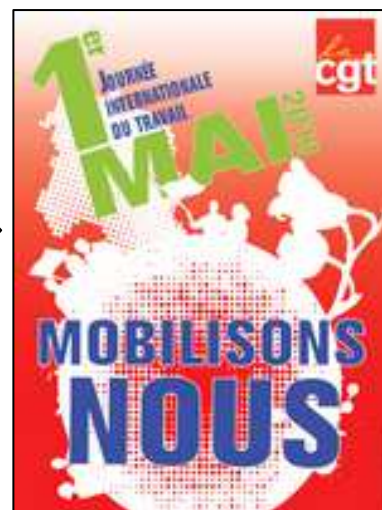
Ci-joint les communiqués CGT dénonçant la liquidation et proposant la poursuite de l'action.



**Le PS voit rouge
contre la CGT au Havre**

Ci-joint la lettre de l'UD.

Affiches du 1^{er} mai
Disponibles à l'UD



Que notre gouvernement prenne l'exemple :

Le Monde - le 11 Février 2013

L'Algérie va nationaliser un site d'ArcelorMittal

La nouvelle devrait intéresser les ministres de l'Industrie français, luxembourgeois et belge qui se réunissent ce mardi au sujet des activités d'Arcelor Mittal dans leur pays. L'Algérie va prendre le contrôle du site d'Annaba jusqu'alors détenu à 70% par le groupe sidérurgiste.

Le plan de reprise a été révélé par [El Watan](#). L'Etat algérien va monter en puissance dans le capital du site algérien que Mittal avait acheté à l'Algérie en 2001. Le groupe public Sider devrait passer de 30% des parts à 51%, contre 200 millions de dollars.

Il s'agit de sauver [le complexe sidérurgique](#) en grande difficulté financière depuis deux ans. En janvier 2012, l'Etat algérien s'était déjà porté au secours de Mittal en lui accordant 140 millions d'euros d'aide, via une banque publique, contre la promesse d'ArcelorMittal d'investir et d'augmenter les capacités de productions de ce site d'El Hadjar, qui produit actuellement plus d'un million de tonnes par an.

Intervention massive

El Watan note que "malgré la mise en œuvre de ces mesures financières, la situation financière d'ArcelorMittal d'Annaba (AMA) a atteint un niveau critique (...) en octobre 2012. Un mois après AMA a sollicité de nouveau les pouvoirs publics pour une intervention massive destinée à garantir la poursuite des activités de l'entreprise en Algérie», a précisé El Watan.